

POLY

MTL



Cours 13

L'acceptabilité sociale

Cours CIV 6205 - CGM

Impacts des projets sur l'environnement

Michel A. Bouchard

Session Hiver 2024 – Polytechnique Montréal

POLY
MTL



Cours 13

L'acceptabilité sociale

- 1- Définition
- 2- Contexte
- 3- Approche juridique
- 4- Mise en œuvre du concept
- 5- Conclusion

1 – Définition

ACCEPTABILITE SOCIALE

Résultat d'un processus
par lequel les parties concernées conviennent ensemble
des conditions minimales à mettre en place
pour qu'un projet, un programme ou une politique s'intègre
harmonieusement, à un moment donné, dans son milieu d'accueil.



Facteurs d'acceptabilité sociale :

Facteurs qui peuvent influencer positivement ou négativement l'acceptabilité sociale des projets

- Rôle des instances décisionnelles
- Approches participatives
- Répercussions sociales, environnementales et économiques
- Partage des bénéfices

Raymond Chabot Grant Thornton en collaboration avec Transfert Environnement et Société, 2014

Caron-Malenfant et Conraud, 2009



1 – Définition

AUTORISATION

ACCEPTABILITÉ
RÉGLEMENTAIRE

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

e.g. certificat
d'autorisation

ACCEPTATION
INSERTION

e.g.
« License
sociale »

ACCEPTABILITÉ
« SOCIÉTALE »

1 – Définition

ACCEPTABILITÉ

Caractéristiques

- En amont de la décision
- Concertation-participation de la population
- Approche bidirectionnelle (organisation vers communauté)
- Forte pérennité de la décision (consensus social)

ACCEPTATION

Caractéristiques

- En aval de la décision
- Consultation de la population
- Approche unidirectionnelle (organisation vers communauté)
- Faible pérennité de la décision (contestatation)

Avant le projet

Après le projet

Projet

Acceptabilité ?



- Consentement « LIBRE PRÉALABLE ET ÉCLAIRÉ »
- Consultation
- Licence sociale
- Approbation

Jugement de la Cour Supérieure du Québec

21 juin 2017

3- Approche Juridique

RESSOURCES
STRATECO INC.

Contre

PROCUREURE
GÉNÉRALE DU QUÉBEC

réclame près de 200 millions de dollars
à la suite du refus en novembre 2013 du ministre du Développement
durable, de l'Environnement, des Parcs et de la Faune (...),
de lui octroyer un certificat d'autorisation pour procéder
à la phase d'exploration avancée souterraine du projet minier Matoush.

«absence d'acceptabilité sociale de la communauté
autochtone locale comme motif de refus »

La Cour Supérieure du Québec
REJETTE la réclamation de STRATECO INC.

Le promoteur devra obtenir le consentement des Cris,
par l'intermédiaire de la Bande de Mistissini
quant à l'acceptabilité sociale du projet

Cour Suprême du Canada
2004

NATION Haida Contre Colombie-Britannique

Ce processus ne donne pas aux groupes autochtones
un droit de veto

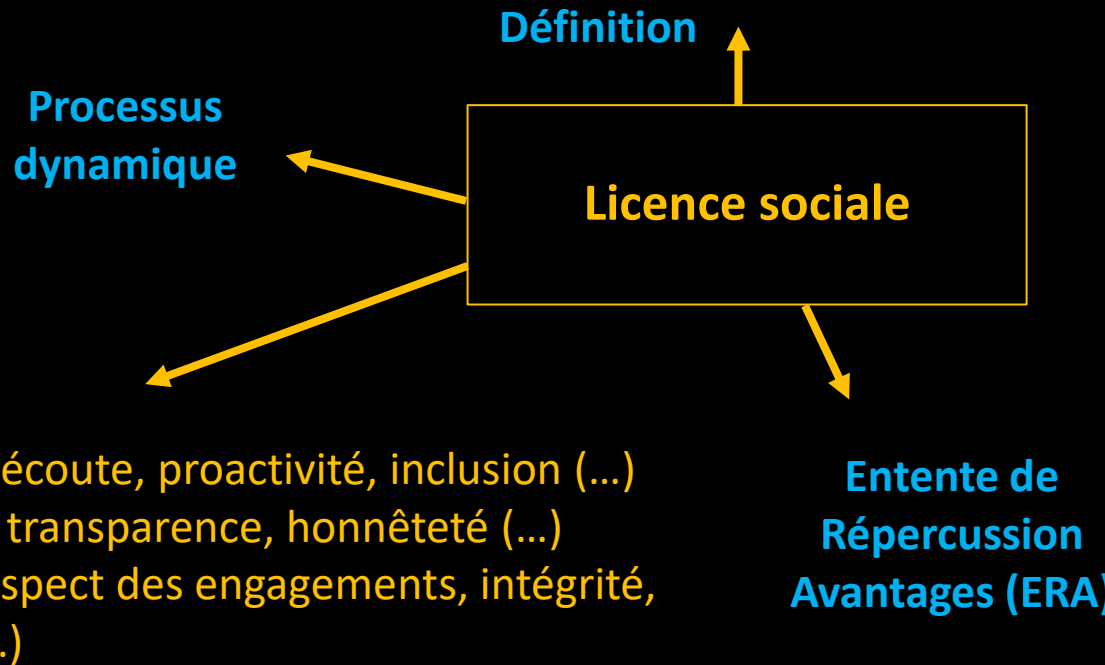
sur les mesures susceptibles d'être prises à l'égard des terres en cause en attendant que la revendication soit établie de façon définitive.

Le « **consentement** » dont il est question dans Delgamuukw n'est nécessaire que lorsque les droits invoqués ont été établis, et même là **pas dans tous les cas**. Ce qu'il faut au contraire, c'est plutôt **un processus de mise en balance des intérêts, de concessions mutuelles**.

Niveau d'acceptation ou d'approbation continuellement accordé aux opérations ou au projet d'une organisation par la communauté locale et les autres parties prenantes.

4- Mise en œuvre du concept

INDUSTRIE EXTRACTIVE



Composantes

- Légitimité : écoute, proactivité, inclusion (...)
- Crédibilité : transparence, honnêteté (...)
- Fiabilité : respect des engagements, intégrité, flexibilité (...)

Autres facteurs

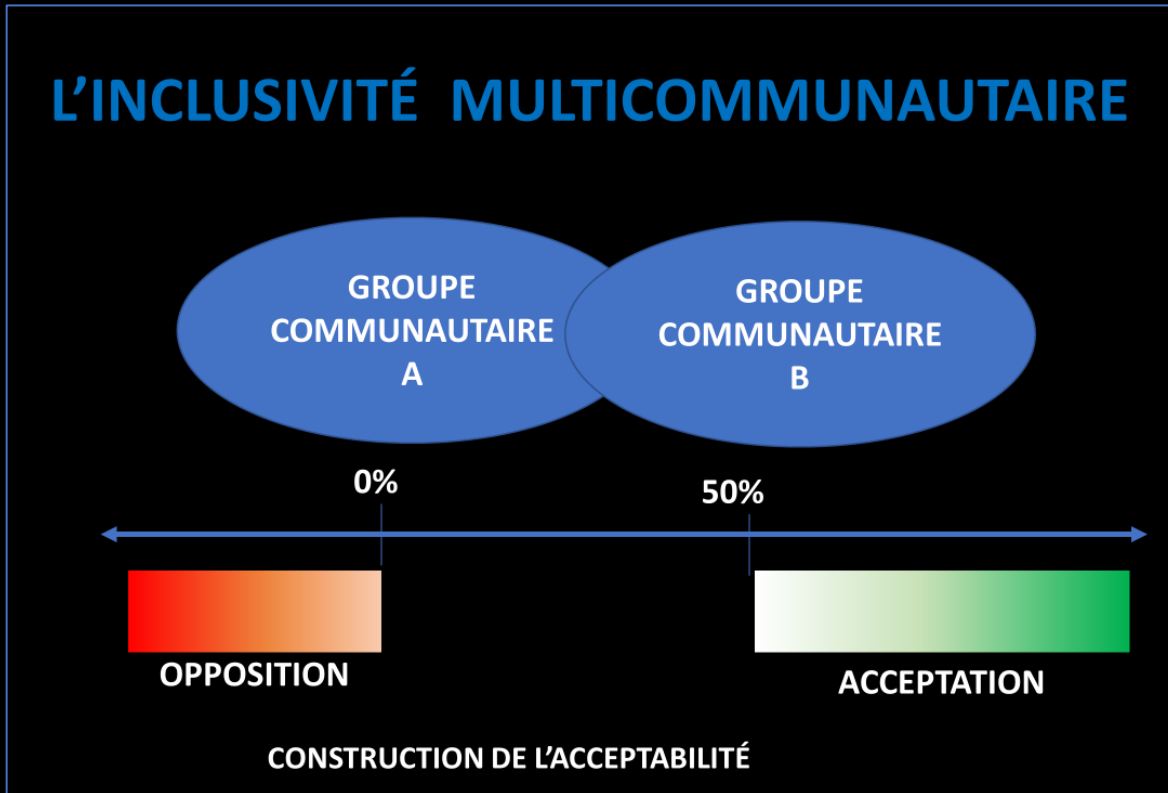
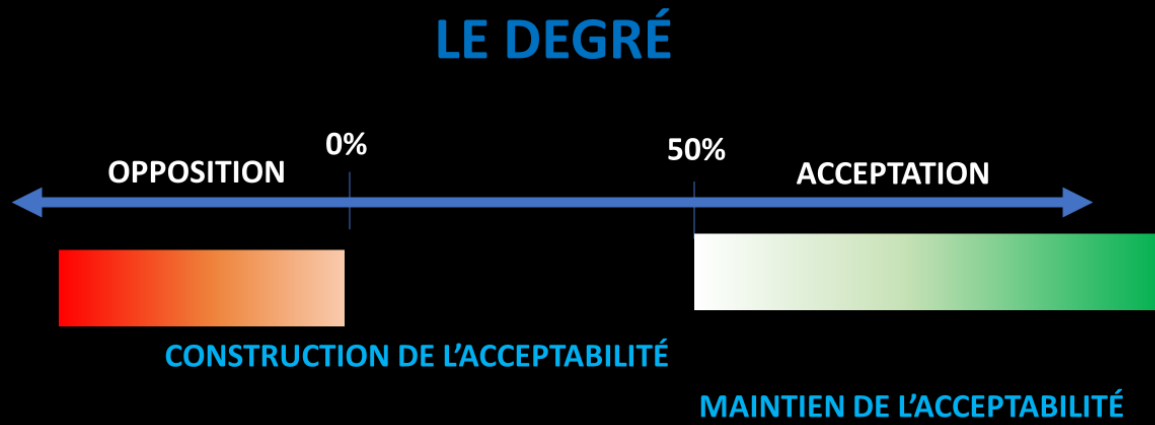
- Prise en compte des intérêts mutuels
- Rapidité des réponses
- Inclusion multicommunautaire

THOMSON AND BOUTILIER, 2011

Distorsions possibles

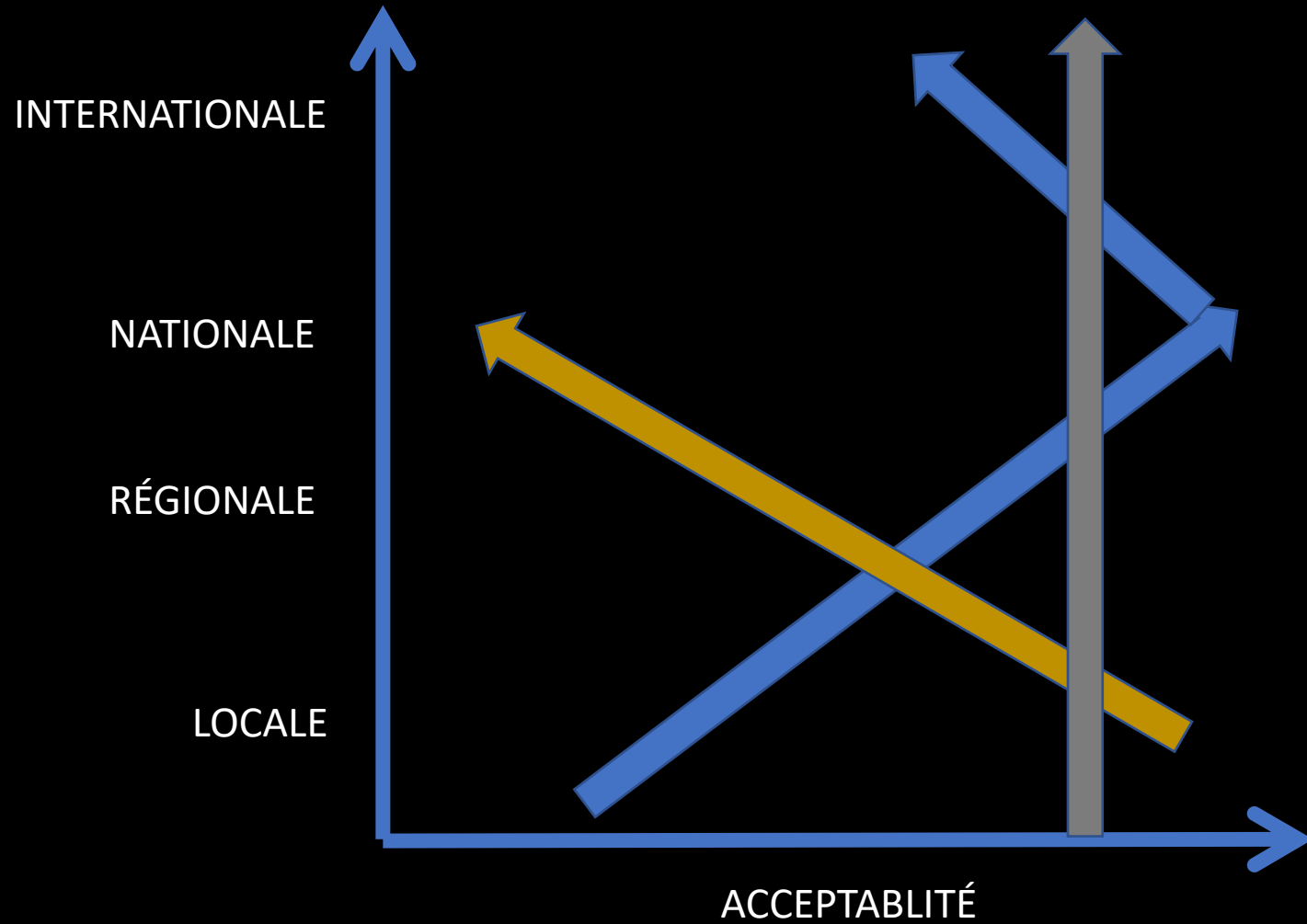
- Iniquités interculturelles ou intercommunautaires
- Iniquité inversée (droit de veto des populations locales)
- Peut devenir un levier de négociation

4- Mise en œuvre du concept



LA QUESTION D'ÉCHELLE

Possiblement source de conflits



Projet Oldman River Dam

- Défaut d'acceptabilité
- Mécontentement sur les compensations et sur les rôles fiduciaires de l'eau des Premières Nations
- Dysfonctionnement dans l'application de l'Évaluation Environnementale

Trans Mountain

- Autorisé par les autorités fédérales (LCÉE) et par les autorités provinciales invoquant « l'intérêt national » et la contrepartie de la politique sur les changements climatiques (taxe carbone)
- Contesté sur la base de la qualité de l'ÉIES et d'une consultation insuffisante
- Droits autochtones - consultation publique jugée insuffisante



4- Mise en œuvre du concept

PROJETS CONTROVERSÉS

Exemples

Domaine directement
confronté aux enjeux
d'acceptabilité sociale

Déforestation
Droits de l'homme
Cyanure/Mercure
Ressources en eau (...)

**4- Mise en œuvre
du concept**
INDUSTRIE EXTRACTIVE

- Pression responsabilité sociale et environnementale
- Risque de surcout et délais



AUTORISATION

- Acceptabilité réglementaire (Évaluation environnementale et sociale, consultation publique...)

- 4 défis
- Enjeux macro-économiques, éthiques, politiques
 - Enjeux de gouvernance et d'insertion

Environnement minier

Licence sociale
Banque Mondiale, 1987

- Auto-gouvernance de développement durable
- Acceptabilité réglementaire (ÉES)

- Acceptabilité sociale-sociétale

- Enjeux communautaires et sociaux
- Enjeux environnementaux (construction, opération, après-mine)

ACCEPTATION

+ Positivisme
Exercice d'évaluation



Évaluation Environnementale

+ Pragmatisme

Approche de perception
Approche de planification
Approche d'anticipation



Acceptabilité Sociale

Évaluations Environnementales



Outils d'aide à la décision

Mais



Ne peuvent se substituer
aux décisions ou aux orientations préalables
**concernant l'orientation du développement
ou la justification des projets**

Ne peuvent être des instruments
d'acceptabilité sociale des projets
**en l'absence de consensus préalables sur les choix
de société en matière de développement.**

